



FACULTADE DE FILOLOXÍA

Grado en linguas e literaturas modernas: francés

Les empreintes du discours politiquement correct dans la langue actuelle

Autor: Bruno Sixto Gómez
Tutora: Montserrat López Díaz
Curso 2018/2019



FACULTADE DE FILOLOXÍA



CUBRIR ESTE FORMULARIO ELECTRONICAMENTE

Formulario de delimitación de título e resumo

Traballo de Fin de Grao curso 2018/2019

APELIDOS E NOME: SIXTO GÓMEZ, BRUNO

GRAO EN: LINGUA E LITERATURA MODERNAS

(NO CASO DE MODERNAS) MENCIÓN EN: FRANCÉS

TITOR/A: MONTSERRAT LÓPEZ DÍAZ

LIÑA TEMÁTICA ASIGNADA: LINGUA FRANCESA

SOLICITO a aprobación do seguinte título e resumo:

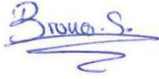


Título: Les empreintes du discours politiquement correct dans la langue actuelle

Resumo [na lingua en que se vai redactar o TFG; entre 1000 e 2000 caracteres]:

Tout d'abord, on analysera les définitions fournies ainsi que les origines de la notion de « politiquement correct », phénomène plutôt récent qui suscite bien des controverses et que nous passerons outre bien entendu. Ensuite, on fera une réflexion de type lexical afin de voir son empreinte sur la langue française concernant notamment la féminisation des noms de métiers, la désignation des minorités et les formes d'adresse.

Par ailleurs, il sera question de l'usage de ce discours politiquement correct contextualisé . Il s'agira alors de le saisir à l'œuvre dans des genres discursifs particuliers, notamment la presse, le cinéma et la publicité. Finalement, on soulignera également l'idéologie contraire, celle de l'incorrection politique issue de propos de leaders internationaux dans une optique populiste.

Santiago de Compostela, 7 de Novembro de 2018.

Sinatura do/a interesado/a 	Visto e prace (sinatura do/a titor/a) 	Aprobado pola Comisión de Títulos de Grao con data 16 NOV. 2018  Selo da Facultade de Filoloxía
---	--	--

SRA. DECANA DA FACULTADE DE FILOLOXÍA (Presidenta da Comisión de Títulos de Grao)

Table de matières

Introduction	4
<u>Chapitre 1 : contexte historique et définitions du politiquement correct</u>	4
<u>Chapitre 2 : le politiquement correct dans la langue</u>	8
2.1. Féminisation des désignations professionnelles dans la Francophonie	8
2.2. L'écriture inclusive	17
2.3. L'euphémisme dans la désignation des métiers	19
2.4. L'euphémisme dans la désignation des minorités	21
<u>Chapitre 3 : Le politiquement correct dans les médias</u>	26
Conclusion	30
Bibliographie	31

Introduction

Le politiquement correct dans la langue et la « novlangue » sont devenus des expressions presque « incontournables » parce qu'elles s'imposent dans la vie quotidienne. Dans cette réflexion nous allons nous focaliser sur le politiquement correct, afin d'essayer de le présenter de manière objective en évoquant son origine, son objectif et ses mécanismes.

Il semble nécessaire dans un premier temps d'analyser les sources, les causes premières du politiquement correct. En effet on peut appréhender l'origine de ce phénomène grâce au contexte historique. On évoquera par la même occasion certaines positions mitigées des spécialistes en la matière : intellectuels, linguistes et journalistes.

On tentera ensuite une approche lexicale des changements subis par la langue française notamment dans la désignation des métiers et des minorités. On insistera en particulier sur la féminisation de certains termes (« la féminisation des désignations professionnelles dans la Francophonie » et « l'écriture inclusive ») ainsi que sur les figures de style représentatives de la novlangue comme la périphrase et l'euphémisme (« l'euphémisme dans la désignation des métiers » et « l'euphémisme dans la désignation des minorités »).

Dans une seconde et dernière partie, il sera question de l'utilisation du politiquement correct dans certains médias actuels comme la presse écrite, la publicité et le cinéma. Dans cette optique, on insistera sur la réaction au politiquement correct qui se manifeste sous la forme d'une « incorrection politique » devenue populaire dans certains discours médiatiques.

Chapitre I : contexte historique et définitions du politiquement correct

La société du XXI^e siècle se développe dans tous les domaines, comme celui la technologie de l'information, notamment Internet qui est ancré dans notre vie quotidienne. C'est l'un des outils qui nous permet de nous exprimer librement. Cependant, cette grande liberté d'expression entraîne des conséquences comme l'offense à l'égard de certaines minorités. Pour éviter les confrontations, prend de l'essor le phénomène du « politiquement correct » (désormais « PC ») dont on propose sans cesse des définitions plus ou moins neutres. On constate en effet que le « politiquement correct » ne fait pas toujours l'unanimité.

Tout d'abord, d'après le dictionnaire *Le Robert*, il s'agit d'un concept qui se dit « d'un discours, d'un comportement d'où est exclu tout ce qui pourrait desservir socialement un groupe minoritaire dans la manière de l'appréhender ». Du point de vue historique, cette attitude remonte à la fin des années 70, notamment avec la naissance de la *political correctness*. En effet, ce phénomène est né aux États-Unis « avec les mouvements d'émancipation des noirs et des femmes, avant de s'étendre à l'Europe et à d'autres parties du continent américain [...] ». Il repose par conséquent sur « le respect des minorités et le désir de les protéger » (Reutner et Schafroth, 2012 : 48). Suite à ce mouvement, les dictionnaires anglais recueillent des définitions de la *political correctness* comme « the avoidance of forms of expression or action that are perceived to exclude, marginalize, or insult

groups of people who are socially disadvantaged or discriminated against » (*Oxford Dictionaries*) ou « the act of avoiding language and actions that could be offensive to others, especially those relating to sex and race » (*Cambridge Dictionary*). Son but est de « limiter les occasions de blesser un groupe particulier [...] » (Louaret, 2008 : §3). Le langage subit donc des modifications de façon à ce que le choix des mots puisse « encourager, favoriser ou même établir certains rapports sociaux et permettre ainsi d'obtenir des conséquences positives sur la société dans son ensemble » (Louaret, 2008 : §3).

Quant au PC dans l'actualité, des défenseurs de l'importance du « choix des mots » comme Louaret avancent que ce qu'on appelle désormais la *novlangue* se justifie par différents aspects :

- « 1. Les droits, possibilités ou libertés de certains sont limités à cause de la catégorisation comme membres d'un groupe frappé d'un stéréotype infamant.
2. Cette catégorisation est largement non-dite, inconsciente, et facilitée par le vocabulaire abondant.
3. En rendant ce vocabulaire problématique, on fait prendre conscience aux gens de la façon dont ils décrivent autrui.
4. Lorsque la catégorisation est volontaire, le mérite personnel d'une personne, plus que son appartenance à un groupe, est plus apparent » (2008 : §4).

En outre, Pascal Wagner-Egger propose une définition de politiquement correct qui implique « de prêter attention aux termes que l'on utilise, dans les domaines politiques et médiatiques essentiellement, et de ne pas employer des mots qui déprécient un groupe ou une minorité ». Il suggère « qu'on insiste sur les égards à avoir envers les minorités ». Il ajoute également que « le phénomène correspond à une élévation des normes de la tolérance dans la société ». Face à la limite de ce qui est PC, il fournit l'exemple du langage dont la résistance s'impose à la tentative de le faire évoluer à présent : « aujourd'hui, cela reste politiquement correct de dire 'tête au choco', plutôt que 'tête de nègre', mais, pour nos enfants, 'tête au choco' sera le terme correct, ni plus ni moins. Ce qui nous paraît être un effort aujourd'hui ne le sera plus demain »¹.

L'expression « politiquement correct » s'est introduite dans le français durant les années 1990 et d'après Delporte (2009 : 326) : « c'est un mode de pensée qui, visant à reconnaître l'identité des minorités et des groupes, s'applique à rayer du vocabulaire tout ce qui, jusque-là, pouvait les désigner de manière méprisante, blessante ou discriminatoire, et, en premier lieu, tout ce qui était de nature à stigmatiser les origines, le physique, les comportements ou la situation sociale des individus ».

Du point de vue linguistique, les partisans du politiquement correct prétendent prendre des mesures visant à supprimer la terminologie standard relative aux minorités lorsqu'elle est jugée dégradante : les Noirs, les handicapés, etc. Il faut également prendre en considération un autre facteur qu'est l'évolution de la mentalité, « suivant le postulat de la relativité linguistique, selon lequel la langue conditionne la pensée ». Aussi le PC suppose-t-il une « « révision du vocabulaire » qui « doit être épuré de toute empreinte raciste, sexiste ou homophobe » (Delporte, 2009 : 328). En outre, d'après López Díaz, « comme le monde change, ainsi que la façon de le percevoir, la langue doit forcément évoluer en suivant ce processus » (2014 : 49). Enfin, le procédé le plus habituel est l'usage de

1 Ce sont des citations tirées de l'entretien réalisé par l'Université de Fribourg : <https://www3.unifr.ch/universitas/de/ausgaben/2017-2018/erwachsenenfragen/le-politiquement-correct-un-bien-pour-un-mal.html>.

l'euphémisme et on pourra fournir des exemples dans la langue anglaise comme le terme *senior citizens* au lieu de *the old*, *unprivileged* pour *poor* ou bien *mentally handicapped* à la place de *backward* (Gardelle, 2010 : 81).

De façon générale, le PC implique « qu'une proportion importante des gens font un choix politique conscient des mots qu'ils utilisent dans leurs paroles et leurs écrits, avec l'intention de répandre cette pratique [...] et ainsi, de changer les rapports sociaux » (Louaret, 2008 : §5).

Toutefois, le public réfractaire interprète ce phénomène du PC comme une restriction de la liberté d'expression. En effet, le philosophe Serge Provos affirme qu'« enjoliver la réalité par l'artifice du langage, c'est la trahir », qu'une « certaine langue de bois PC bâillonne le sens critique, accable le ton mordant, ostracise le devoir d'irrespect qui s'avère parfois justifié ». Il ajoute même que « ce n'est pas en épurant ou en filtrant la langue qu'on fera disparaître les causes à l'origine des légitimes montée de lait langagières » (Provost, 2011 : §35).

À partir du phénomène PC venu d'outre-Atlantique, des auteurs comme André Santini et Vladimir Volkoff rédigent des ouvrages lexicaux *De tabou à la boutade : le véritable dictionnaire du politiquement correct* et *Manuel du politiquement correct* qui expliquent au lecteur comment la terminologie courante est employée dans le contexte du langage correct. Ils dénoncent, à travers de nombreux jugements de valeur, l'usage fréquent d'une linguistique non scientifique destinée à désigner des faits de la vie quotidienne. Dans le discours de Santini, on s'aperçoit de la revendication identitaire qui répercute sur « le credo fondateur, cet universalisme républicain selon lequel on est avant tout un citoyen, avant d'appartenir à un quelconque sous-groupe ». Il déclare que « s'appuyer sur le droit à la différence pour réclamer les « droits différents », c'est pour les Français « un principe irrecevable ». Il dénonce également « les ridicules comme les dangers de la Correction politique » et fournit les exemples suivants : « naïveté de la tentation millénariste d'un monde dépourvu de préjugés; angélisme hypocrite de cet hygiénisme langagier qui cache souvent la pire des condescendances ; féminisation des noms de métiers dans la Francophonie de minorités dont seule la souffrance saurait retenir notre attention et risque d'imposer une vision 'radicalisante' de la société » (Santini, 1996 : 9).

Par ailleurs, d'après le *Manuel du politiquement correct* de Vladimir Volkoff, on s'aperçoit que son discours fait partie de la linguistique populaire par rapport à son opinion sur le politiquement correct. Il explique en effet que ce phénomène est flou et paradoxalement « on ne sait pas vraiment *ce qu'il est*, mais on sent spontanément *ce qui l'est* – et ce qui ne l'est pas ». Toutefois, d'après M. Volkoff, certaines traces sont reconnaissables comme « le dolorisme et misérabilisme, hérités d'une certaine forme de christianisme » une « sympathie marquée pour les *have-nots* (les démunis) et antipathie encore plus marquée pour les *haves*, héritées du socialisme » ; un « goût de l'égalité à tout prix et méfiance à l'égard de la société [...] », « un sens exacerbé de la lutte de classes et affinité avec les mouvements révolutionnaires [...] » et finalement « les réminiscences des mouvements soixante-huitards et post-soixante-huitards animés par divers hippies, filles fleurs et babas cools » (Volkoff, 2001 : 10).

À partir de cette définition, M. Volkoff explique que durant l'histoire de l'humanité, plusieurs organisations et figures importantes comme des partis politiques ont essayé d'imposer « non seulement l'obéissance mais une adhésion totale à une doctrine présentée comme une vérité absolue ». Il affirme en effet qu'actuellement, c'est un phénomène qui ne se fonde pas « sur une révélation, mais sur l'impossibilité de toute révélation » (Volkoff, 2001 : 11).

Pour récapituler, dès l'analyse des événements historiques à l'origine du politiquement correct, on s'aperçoit que ce terme a déjà existé en France avec le courant de la Préciosité qui a bouleversé la société du XVII^e siècle. Toutefois, l'Europe a popularisé le PC américain suscitant une controverse entre les partisans qui défendent le respect et l'égalité par rapport aux groupes marginaux et les réfractaires qui s'opposent à la contrainte d'une pensée unique.

Le politiquement correct en Amérique n'a pas seulement envahi l'Europe socioprofessionnelle, mais aussi le domaine de l'éducation. En effet, le politiquement correct est le mot d'ordre imposé par le corps enseignant américain puisque « de très nombreux professeurs utilisent leur autorité pour canaliser le discours de leurs étudiants : ceux qui ne se plient pas aux règles établies sont menacés de diverses formes de sanctions. Les thèmes sont toujours les mêmes : le genre et l'homosexualité, la race et l'immigration. Impossible de faire entendre une voix dissidente sur ces sujets dans les facultés américaines » (Remé, 2015 : §1). Dès les années 90, le langage des universitaires américains subit une modification surtout pour « démasculiniser » certains grades du corps enseignant. Pour désigner un(e) chef de département, l'appellation subit des modifications : de « chairman ou chairwoman » on passe à « chairperson » ou simplement à « chair » afin d'éviter de faire une différenciation sexuelle (Calvet, 1994 : 88). En France, on suit cet exemple en préférant imposer le féminin à toutes les fonctions universitaires : *doyenne, vice-rectrice ou encore coordinatrice*.

Toutes les universités européennes suivent donc l'exemple américain en imposant une certaine éducation pour devenir le temple de la pensée unique. Ce constat nous invite à la réflexion et à l'interrogation suivante : l'enseignement se détourne-t-il alors de sa vocation qui est de développer l'esprit critique et d'encourager la liberté d'expression ? Ou alors l'université ne fait-elle que refléter un changement social que nous devons accepter ? Pourrait-on dans ce dernier cas parler d'une attitude « politiquement correcte » ? Nous sommes face à un dilemme, d'où la difficulté de donner une définition juste de politiquement correct : « S'il s'agit d'une maladie, l'université en est-elle le symptôme, ou le virus ? [...] Dans un cas comme dans l'autre, conséquence ou cause, miroir ou laboratoire, on retrouve dans le rapport supposé entre l'université et la société la logique symbolique du *microcosme* » (Fassin, 1994 : 35).

Mais, quel que soit l'objectif du PC, ce mode de pensée semble avoir plus de détracteurs que de partisans, qui pensent qu'il possède le pouvoir de limiter l'esprit critique d'une personne, voire de détruire toute possibilité de donner son avis personnel afin de le soumettre à la volonté des bien-pensants. Certes, il faut respecter autrui, mais cela peut mener à l'obsession, à la volonté constante de mesurer ses paroles et de freiner la liberté d'expression.

Chapitre II : le politiquement correct dans la langue

Concernant le politiquement correct, on est témoin de son influence sur les usages linguistiques actuels. C'est ainsi qu'après lecture de l'article « L'euphémisme, la langue de bois et le politiquement correct : changements linguistiques et stratégies énonciatives » de Montserrat López Díaz en 2014, on s'aperçoit que « ces procédés discursifs » jouent un rôle dans la langue : les euphémismes servent à voiler les effets négatifs d'un acte de parole, comme la description des minorités physiques, la langue de bois est une manière de coder les paroles du locuteur et, enfin, le politiquement correct est la bien-pensance de la société évitant des termes offensifs, tels que « vieux » ou « retardé ». On peut alors se demander si l'éviction de termes tabous peut vraiment contribuer à améliorer la société dans un souci de discours politiquement correct par rapport aux groupes sociaux marginaux.

De toute façon, il est certain que cette idéologie a des effets considérables sur la langue actuelle qui se manifestent de différentes manières qu'on verra ci-après.

2.1. Féminisation des désignations professionnelles dans la Francophonie

Durant le XXe siècle, la communauté francophone a manifesté sa volonté de féminiser les noms de professions afin de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, car les femmes sont considérées comme un groupe minoritaire du point de vue qualitatif bien entendu.

L'une des raisons pour ce changement lexical ou l'égalité dans le lexique français est la réaction contre le genre masculin utilisé dans sa valeur générique pour inclure les deux genres par l'Académie française. En voilà la déclaration réalisée en 1984 d'après Larivière (2001 : 14) :

« [...] le genre masculin est le genre non-marqué ou extensif, capable de représenter à lui seul les deux genres, tandis que le genre féminin est le genre marqué ou intensif. Cette marque du féminin serait privative, en ce sens qu'elle affecterait le terme marqué d'une limitation dont le masculin est exempt [...] Par conséquent, pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, l'Académie recommande que, dans tous les cas non-consacrés par l'usage, les termes de métier du genre féminin en français [...] soient évités 'et que, chaque fois que le choix reste ouvert, on préfère, pour les dénominations professionnelles, le genre non marqué' ».

Suite à cette contrainte, le Québec entame des études linguistiques qui préconisent des mesures dans le but de changer la langue française. Cette volonté est au centre du débat en 1976 où l'Assemblée nationale du Québec demande à l'Office de la langue française (désormais l'OLF) « un avis sur la dénomination des titres de fonctions des femmes nouvellement promues au pouvoir ». En 1979, la Commission de terminologie de l'OLF, publie un avis où elle recommande « l'utilisation des formes féminines dans tous les cas possibles ». De façon générale, l'OLF vise à « entériner les usages et à multiplier les exceptions plutôt que de proposer la généralisation des modes de formation traditionnels » (Kramar, 2004 : 131).

En outre, la ministre des droits de la femme Yvette Roudy crée « une commission de féminisation des noms de métiers, titres et fonctions, en contact avec des Québécoises, Suisses et Belges ayant déjà travaillé sur ce domaine » en 1984 (Houdebine, 1992 : 154). Les enquêtes réalisées par cette

commission montrent qu' « une majorité d'usages favorise la féminisation des noms de métiers ». Toutefois, elle débat sur la féminisation des certaines professions comme « médecin », « professeur » ou « ingénieur » qui aboutit à la proposition d'une « féminisation minimale », autrement dit « lorsqu'un terme paraît difficile à féminiser, pour quelque raison ou rationalisation que ce soit [...], l'article sera porteur de la marque sexuée comme dans les cas des épécènes [...] ; soit le linguiste, la linguiste, ou encore un journaliste, une journaliste ; donc un médecin, une médecin comme un /une gynécologue, un /une professeur [...] » (Houdebine, 1992 : 158).

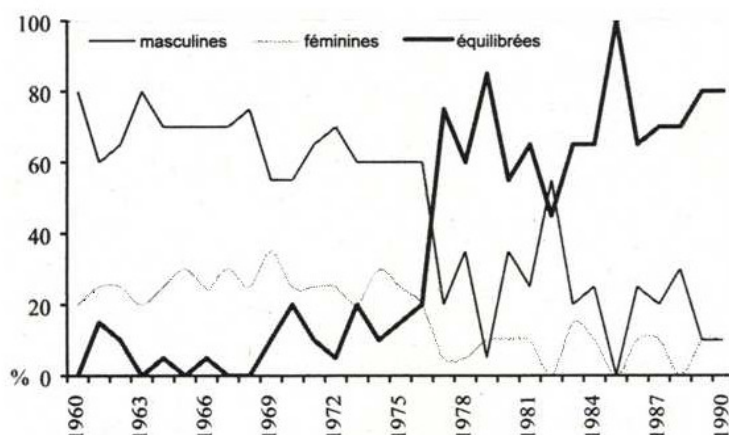
Par ailleurs, Kramar réalise une étude qui vise à vérifier l'usage de la féminisation des noms de métier au Québec, notamment les titres de fonctions dans les offres d'emploi du journal *La Presse* entre 1960 et 1990. On distingue « deux stratégies principales pour neutraliser l'opposition féminin/masculin » : d'une part, on ajoute « la forme marquée du féminin à côté de la forme au masculin » et d'autre part, on évite « toute marque du genre » (2004 : 132).

Quant au premier groupe, on peut en effet trouver des marques morphologiques dans les formulations doubles, comme « contremaître ou contremaîtresse, décorateur ou décoratrice, éducateur-éducatrice, examinateur ou examinatrice » ; « les formulations tronquées » comme « technicien(ne), directeur(trice) des soins infirmiers, gérant(e) d'immeubles, assembleur(se) » et l'emploi des articles définis et indéfinis, en voici l'exemple : « N requiert les services d'un(e) technologiste » (Kramar, 2004 : 132).

En outre, on doit parler des marques syntaxiques qui sont fort utilisées pour souligner « l'égalité des chances » entre les hommes et les femmes, telles que « ce concours s'adresse également aux hommes et aux femmes ou N pratique une politique d'égalité des chances dans le domaine de l'emploi » (Kramar, 2004 : 132).

Quant au deuxième groupe, on a tendance à éviter n'importe quelle marque de genre. Dès lors, on distingue la forme lexicale dont le recours aux « substantifs abstraits comme poste de, position comme, carrière dans, à titre de, occasion » : « Nous vous offrons l'occasion de vous joindre à une importante compagnie œuvrant dans un secteur dynamique et d'actualité à titre de gérant de notre service de sécurité et d'hygiène industrielle » ; « aux dénominations des procès nominalisés ou des domaines, par exemple, direction, gérance, comptabilité, vente » : « Comptabilité. Excellente occasion à nos bureaux du centre-ville pour jeune personne bilingue » et la forme syntaxique, à savoir « les phrases elliptiques », telles que « Détenir un diplôme [...] Posséder un minimum de huit années d'expérience » ; « Représentation pharmaceutique spécialisée. Responsabilités : Promotion et vente aux médecins [...] Le candidat : Maturité, motivation » et les formulations à la deuxième personne du pluriel : « Assurance-vie, Si vous détenez un permis d'assureur-vie de la province de Québec, vous êtes éligible pour faire du courtage et représenter plusieurs compagnies ». Les résultats de cette étude affirment que « l'emploi de termes non marqués sexuellement constituent une tendance ascendante » vers la neutralisation de la désignation des métiers (Kramar, 2004 : 133).

En effet, on observe dès 1977 dans les annonces d'emploi, une diminution des noms figurant avec l'un des deux genres et une augmentation des « formes équilibrées » c'est-à-dire le double marquage (« le/la médecin ») ou la forme neutralisée (« agent(e) de bord pour hôtesse de l'air ») à travers le graphique suivante ²:



L'ULB (Université libre de Bruxelles) se focalise également sur des recommandations de l'écriture inclusive. En effet, ce sujet a été abordé dans la brochure, parue en 2014, de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Du point de vue historique, le parlement de la Communauté française de Belgique a proclamé un décret en 1993 qui visait à la féminisation des métiers, fonctions, grades ou titres. L'objectif de ce décret comporte trois idées prépondérantes : « mieux assurer la visibilité des femmes dans le monde du travail », « encourager ainsi l'accès des femmes à ce type de fonctions » et « contribuer à l'intégration dans les pratiques de formes linguistiques plus respectueuses de l'identité féminine » (Moreau et Dister, 2014 : 7). Cela dit, il ne s'agit pas d'un projet réalisé uniquement en Belgique : on est témoin de ce phénomène au Québec et en France. À partir des années quatre-vingt-dix, on assiste à un grand succès de la féminisation et de son implantation dans la pratique, comme « la secrétaire d'État américaine, la commissaire européenne, la gouverneure, la juge, etc. » (Moreau et Dister, 2014 : 8).

Parmi les mesures préconisées, la Fédération présente d'abord la problématique du masculin et du féminin dans les textes. Elle remarque dans un premier temps qu'on peut lire des tournures telles que « tous les étudiants et toutes les étudiantes » ou « tout(e)s les étudiant(e)s », dans un souci d'égalité entre les deux sexes. Le masculin pluriel a beau renvoyer soit exclusivement aux hommes, soit à l'ensemble des hommes et des femmes, on a un sentiment d'exclusion d'où le dédoublement entier ou partiel des noms au masculin et au féminin (Moreau et Dister, 2014 : 16). On parle donc de « rédaction non sexiste » ou « non discriminatoire ». Toutefois, cette inquiétude peut entraîner une difficulté dans l'écriture, voire une lecture « laborieuse », selon la Fédération (ce phénomène de lourdeur dans la lecture sera traité ci-après).

² Le graphique est tiré de l'article de Kramar (voir la bibliographie).

Ainsi propose-t-elle plusieurs catégories afin d'éviter l'exclusion des femmes et de faciliter l'accès aux textes, indépendamment du destinataire : la désignation « d'une femme ou un ensemble composé exclusivement de femmes », « d'un ensemble composé d'hommes et de femmes » et « d'un homme ou d'une femme (des hommes ou des femmes) ». Dans un premier temps, on applique les règles grammaticales pour la formation du féminin et, le cas échéant, on rédige le prénom, notamment dans les « organigrammes de société, les bibliographies, les plaques professionnelles, etc. » (Moreau et Dister, 2014 : 18) : au lieu de « N. Brandon, ergothérapeute », on écrit « Nicole Brandon, ergothérapeute ». En outre, il est préférable d'utiliser « des noms épicènes » dans l'éventualité où le masculin pluriel soulève un problème d'interprétation : « on peut souvent [...] parler de scientifiques plutôt que de chercheurs », ou « des doublets », soit développés (« les magistrats et les magistrates »), soit abrégés avec différents signes de ponctuation (« magistrat-e-s », « candidat.e.s » ou « plombiers-ières ») (Moreau et Dister, 2014 : 20).

Par ailleurs, concernant le cas d'« homme » au sens où on se rapporte à l'« espèce humaine », l'équipe de spécialistes recommande de remplacer l'expression « droits de l'homme » par « droits de la personne » ou « droits humains ». La Fédération fournit également des expressions neutres à la place d'« homme ». En voici quelques exemples : « les hommes politiques » deviennent « les responsables politiques » et « les hommes d'affaires » deviennent « les gens d'affaires ». Enfin, elle conseille de changer des expressions sexistes telles que « en bon père de famille » et « panier de la ménagère » pour « en bon responsable de famille » et « panier du ménage » (Moreau et Dister, 2014 : 23).

En plus des critères conseillés sur l'écriture inclusive, l'équipe spécialisée expose un autre phénomène éminent dans la langue française : Madame ou Mademoiselle ? Son usage actuel suscite la controverse à cause des inégalités entre les deux sexes. Jadis, l'image ancrée socialement de ces deux appellations était fort distincte : on attribuait « la maturité, la respectabilité et l'assise sociale » à « Madame » tandis que « Mademoiselle » était associée à « la jeunesse », à « la fraîcheur » et à « l'innocence » jusqu'à son mariage (2014 : 24). Dès la fin des années quatre-vingt-dix, nous nous apercevons d'une reformulation de dénomination des femmes, surtout dans les pays francophones comme la Belgique, la France et le Québec où l'on a envoyé des circulaires en faveur de l'usage exclusif de « Madame ».

Après l'information présentée dans la brochure, on peut sentir une inquiétude sur la lourdeur des textes induite par la féminisation des noms de métiers et de fonctions. En Suisse, une étude réalisée en 2007 par Pascal Gygax et Noelia Gesto se demande si la féminisation des noms de métiers et de fonctions ne constituerait pas une entrave à la lecture. Ils se focalisent sur les aspects qui peuvent « alourdir » ou « gêner » la lecture, voire réduire « la vitesse de lecture des lectrices ou des lecteurs ». Pour ce faire, ils ont utilisé « cinq textes » avec « cinq métiers », notamment « maçon-ne-s, avocat-e-s, pharmacien-ne-s, infirmier-ère-s et esthéticien-ne-s », qui ont été écrits soit « sous la forme féminine », soit « masculine », soit « sous une forme épicène » (2007 : 244). On distingue deux versions de formes épicènes, la première qui se limite à ajouter les terminaisons des accords en genre et nombre (« maçon-ne-s »), et la deuxième qui consiste à proposer le mot masculin et féminin dans leur intégralité (« maçons ou les maçonnes »). Enfin, ils tiennent compte des deux variables : « la lourdeur du texte, évaluée par le biais de la vitesse de lecture » et « la valeur

accordée à chaque métier, ceci en demandant aux participantes et participants d'estimer le montant des salaires, les années de formation nécessaires et les difficultés mentales et physiques propres à chaque métier, ceci afin d'évaluer un effet possible de valorisation ou dévalorisation dû à la féminisation du texte » (2007 : 244).

40 individus, notamment « 20 étudiants et 20 étudiantes issus de différentes facultés de l'Université de Fribourg » ont réalisé l'expérience. Ils devaient lire cinq textes brefs parlant des « particularités » des professions. Après lecture, les participant(e)s devaient répondre aux questions suivantes : « À votre avis, combien gagnent les [noms de métier] ? À votre avis, combien d'années de formation faut-il pour devenir [noms de métier] ? À combien estimez-vous la difficulté physique de [nom de métier] ? À combien estimez-vous la difficulté mentale de [nom de métier] ? » et enfin à des questions portant sur « la lourdeur, le caractère ennuyeux, l'agréabilité et la cohérence des textes » (Gygax et Gesto, 2007 : 245).

Concernant « l'analyse des temps de lecture », les résultats de l'étude montrent que l'épicène de la première forme et les formes féminines ralentissent la première lecture. Toutefois, les étudiants se sont habitués aux changements au fur et à mesure qu'ils les trouvaient dans les textes. À propos des questions, les chercheurs constatent que la féminisation n'a pas eu d'« impact sur la valorisation ou dévalorisation des métiers » (Gygax et Gesto, 2007 : 247-249).

Quant aux questions sur « la lourdeur, l'ennui, l'agréabilité et la cohérence des textes », ce sont les participantes qui font pencher la balance en faveur de la féminisation, considérant que les textes sont ainsi plus agréables à lire (Gygax et Gesto, 2007 : 250).

Pour conclure, les résultats sont fort intéressants : malgré le ralentissement de la première lecture pour les formes féminines et épicènes des noms de métiers, ce changement ne supposera aucun inconvénient dès la deuxième occurrence de ces derniers. On peut donc confirmer qu'un individu s'adapte aux nouvelles manières de féminisation avec aisance, et que les formes féminines ne modifient pas la valeur des métiers.

En France, on accorde de l'importance aux formes féminines des professions. Le gouvernement français de la Cinquième République ordonne « la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre »⁴. En effet, l'Institut national de la langue française s'est engagé à rédiger « un guide pour les usagers » sous le titre de « Femme, j'écris ton nom » en 1999 afin de mettre en valeur la figure féminine. Dans ce guide, on peut trouver des propositions de la féminisation de certaines professions comme « professeure », la contrepartie de « professeur », « rectrice » pour « recteur » et « ingénieure » pour « ingénieur »³.

Par ailleurs, il convient de préciser que l'Académie française se manifeste contre le fait de féminiser ces noms de métier qui « risque de mettre la confusion et le désordre dans un équilibre subtil né de l'usage » et conseille de « laisser à l'usage le soin de modifier ». Malgré sa rigidité, c'est dans la 8ème édition de son dictionnaire qu'on s'aperçoit de l'inclusion des noms des professions les plus

3 Les citations sont tirées du site internet: <https://lefrancaisentrequatzyeux.blogspot.com/2017/03/la-feminisation-des-noms-de-metiers.html>.

utilisés: « artisane, postière, aviatrice, pharmacienne, avocate, bûcheronne, factrice, compositrice, éditrice et exploratrice »⁴.

Quoique l'Académie française reconnaisse la forme féminine de ces termes, l'étude « La féminisation des noms de métiers et des titres dans la presse française (1988-2001) » d'Itsuko Fujimura fait part de son retard dans la société. En voici les idées les plus importantes :

« On attribue souvent les variations de rythme dans la féminisation aux difficultés morphologiques ou homonymiques rencontrées. On dit par exemple que *médecin* ne se féminise pas parce que son correspondant féminin serait *médecine*, qui existe déjà avec un autre sens. Quant à *professeur*, on fait remarquer que ce nom n'est pas dérivé du verbe *professer*, mais directement du latin *professor*. Aussi la dérivation féminine *professeuse* ne serait-elle pas acceptable. Nous pouvons cependant objecter à ce raisonnement que *ministre* a été promptement féminisé, quoique auparavant des arguments du même genre aient été avancés, et *professeuse* ou *professeure* ou *professeur* épiciène au féminin ne peuvent nous surprendre » (2005 : 10).

En outre, d'après Itsuko Fujimura, l'implantation tardive de la féminisation des noms de métiers appartenant « au domaine des lettres ou de la recherche, comme professeur, écrivain, auteur, chercheur, directeur de recherche, secrétaire perpétuel de l'Académie » est due à un « certain conservatisme linguistique et, entre autres, à la position de l'Académie française »⁵ face à ce sujet.

À la suite des propositions de féminiser les noms de métiers, l'Académie française publie un rapport intitulé « La formation des noms de métiers et de fonctions » en 2019. Elle constate d'abord que la féminisation des noms des métiers, de fonctions et de titres est problématique en raison de la dissonance entre la réalité sociale et son reflet dans le langage. En outre, elle souligne l'importance de l'évolution générale des femmes dans la société, ainsi que leurs carrières professionnelles et leur accès aux métiers et aux fonctions. Elle est en effet consciente que les femmes souhaitent se sentir valorisées à travers la féminisation des noms des métiers ou la profession exercée.

Par ailleurs, l'Académie française exprime la difficulté de fixer les usages de cette féminisation due à « l'étroitesse » d'un corpus disponible et « l'immensité de la recherche qu'il faudrait entreprendre pour disposer d'une recension exhaustive des usages, en pleine mutation » (2019 : 2). Il faut ajouter qu'elle souligne encore sa vocation de respecter le « bon usage » de la langue française, sans rejeter l'idée de réviser les propositions. Elle a soumis cette tâche à une commission formée par des spécialistes de la langue française et de son évolution historique.

Concernant les noms de métiers, l'Académie française affirme clairement qu'il n'existe aucun écueil dans la féminisation de ces derniers. Elle se réfère à l'évolution naturelle de la langue dès le Moyen Âge, observable dans « inventeure », « chirurgienne », « commandante » ou avec le suffixe « -esse » dans « venderesse », « mairesse », « chanteresse » ou « devineresse » (2019 : 4). Ce phénomène se répand au cours du XIXe siècle en raison de l'âge industriel, voire du XXe siècle sous l'influence de la Première Guerre mondiale où les femmes sont engagées à réaliser les métiers exclusivement réservés aux hommes.

4 Cf. citation 4.

L'Académie parle cependant des formes féminines qui sont tombées dans l'oubliette, par exemple « peintresse ». Ce terme s'utilisait fréquemment dès le XIII^e siècle au sens d'« épouse d'un peintre » (2019 : 5) et désignait la femme qui se consacrait à la peinture du XVI^e siècle au XVIII^e siècle.

Actuellement, l'Académie française prend conscience de toutes les propositions d'évolution dans le français, notamment la féminisation des noms de métier. Toutefois, elle rappelle qu'il faut respecter « les règles morphologiques des formes féminines dérivées des substantifs masculins [...] dans la mesure où ces règles fondamentales ordonnent et guident toutes ses évolutions » (2019 : 6). Aussi fournit-elle des exemples pour chaque règle : « marquer le féminin par l'article, éventuellement l'adjectif ou le verbe tout en gardant la même forme au masculin comme au féminin », autrement dit « architecte », « artiste », « juge », « secrétaire », « comptable », « garde », « gendarme », « diplomate » ; les noms de métiers (ou même de fonctions, tels que « ministre », « maire », ou les titres, comme « maître ») se terminant par un « e » muet se prêtent assez naturellement à cette forme, même s'il existe un usage ancien consistant à féminiser le nom de manière plus marquée (les mots « maîtresse », « poétesse » illustrent cet usage) » (2019 : 7). On peut également se référer aux substantifs dont « le féminin se termine par « o » (« une dactylo », « une imprésario », « une soprano ») » (2019 : 7).

En outre, les formes de féminisation comme « -er/-ère », « -ier/-ière », « -ien/-ienne », « -in/-ine » et « -teur/-trice » sont fort nombreuses, et l'Académie française explique que, « dans le cas où le nom masculin est terminé par une consonne, l'adjonction d'un 'e' final est aujourd'hui usuelle : « une artisane », « une experte », « une croupière », « une principale », « une plantonne », « une maçonne », « une mécanicienne », « une jardinière », « une cheminote », sauf dans quelques cas particuliers, dont le nombre reste limité (« une mannequin », « une médecin » ou « une femme médecin », « une femme marin », « une femme matelot » ou « camelot »...) » (2019 : 8). Par ailleurs, on peut repérer différentes façons de féminiser les noms finissant par « -eur » : les suffixes « -euse », « -esse » ou « -eresse », « -eure » ou l'usage de l'article, l'adjectif, le pronom ou le verbe au féminin. Malgré cette pluralité de féminisations, l'Académie française se focalise sur deux formes qui semblent « entrer en compétition » : « -euse » qui s'impose « lorsqu'un verbe correspond au nom (on a ainsi « une carreuse », « une contrôreuse », « une entraîneuse », tirés des verbes « carreler », « contrôler », « entraîner ») ; dans le cas contraire, l'usage s'en tenait jusqu'à une date récente à la forme masculine (« un docteur » ou « une femme docteur », « un proviseur ») » (2019 : 8) et « -eure » qui est très usitée aujourd'hui à condition de manquer la forme féminine, par exemple « professeure ». L'usage d'« -eure » est en effet facile à s'implanter dans la langue et indiscernable à l'oreille, d'où son usage populaire dans l'actualité.

Parmi les règles déjà mentionnées, la terminaison « -teur » et sa féminisation aboutit à la problématique du nom « auteur ». L'Académie française annonce l'existence de formes comme « authoress » ou « autress », « autrice » et « auteure », voire elle observe que « créatrice » et « réalisatrice » sont présentes dans le langage parlé. Néanmoins, la forme « autrice » n'est pas « complètement sortie de l'usage, et semble même connaître une certaine faveur, notamment dans le monde universitaire [...] » (2019 : 10). À propos d'« auteure », les immortels refusent son intégration dans la langue française parce que « dans ce cas, le caractère tout à fait spécifique de la notion, qui englobe une grande part d'abstraction, peut justifier le maintien de la forme

masculine [...] » (2019 : 10), comme « poète » et médecin ».

L'Académie française consacre également un chapitre aux noms de fonctions, titres et grades. D'abord, elle discerne une fonction d'un métier dans la mesure où on définit une charge dont un individu s'acquitte sans accorder de l'importance à son sexe. La fonction est en effet « impersonnelle » parce qu'elle renvoie « à un rôle social, temporaire et admissible, auquel tout individu peut, en droit, accéder » (2019 : 13). En outre, un grade correspond « à un degré de hiérarchie », à savoir qu'il est défini « dans un statut et existe indépendamment de celui qui l'acquiert » (2019 : 14). Aussi propose-t-elle des exemples explicatifs : « professeur (de français, de mathématiques, de langues...) » est un métier, « agrégé de l'Université » est un grade, conféré par la réussite à un concours, et que l'on conserve même si l'on quitte la fonction publique ; « préfet » est un grade, « préfet de la région Normandie » est une fonction temporaire (la perdre n'implique pas l'exclusion du cadre préfectoral) » (2019 : 14).

En outre, l'Académie française prend conscience de certaines « réticences » dans l'usage de la langue, notamment dans la féminisation des « appellations correspondant aux fonctions supérieures de la sphère publique » (2019 : 15). Il est question de « la nature des fonctions », autrement dit leur forme féminisée ne manifeste point le sexe du détenteur : c'est le cas d' « ambassadrice », vocable employé afin de désigner « la femme d'un ambassadeur » dès la fin du XVI^e siècle. Il convient de préciser qu'un ambassadeur suppose « la reconnaissance d'un statut social spécifique » ou encore « un caractère d'autorité et de prestige ». C'est ainsi que les femmes « placées à la tête d'une mission diplomatique » ne se reconnaissent pas toujours sous le terme « ambassadrice » puisqu'elle renvoie « à une autre réalité » (2019 : 15). L'Académie française observe cependant que la désignation féminine comprise comme l'épouse du détenteur d'un titre ou d'une fonction est tombée en désuétude.

Dans la sphère publique et les administrations, notamment « les grands corps de l'État » et « les plus hautes juridictions », on a tendance à féminiser librement « les grades, titres et fonctions », tels que « inspectrice », « auditrice » et « conseillère » (mais on dit « conseillère maître à la Cour des comptes ») (2019 : 17). Toutefois, il faut prendre en considération certaines exceptions comme « maître des requêtes » qui ne se féminisent point.

Quant aux « corps de l'État », comme on l'a déjà expliqué ci-dessus, l'Académie constate une « réticence » de l'usage, par exemple « avocate ». En dépit du fait que cette appellation s'introduise dans la 8^e édition du Dictionnaire et s'utilise couramment, « les femmes membres du barreau » expriment leur mécontentement (2019 : 17). D'après les immortels, cette situation provoque des hésitations, si bien que « le recours à la forme féminine [...] n'est pas systématique » au moment de désigner une femme exerçant la fonction d'avocat (2019 : 17).

La féminisation des noms des fonctions se manifeste d'ailleurs « dans les armées » au fur et à mesure que les femmes gravissent les échelons : « qu'il s'agisse de la « caporale », de la « sergente » ou de l'« adjudante », de la « lieutenant », comme de la « lieutenant-colonelle », de la « capitaine », de la « commandante », pour ne rien dire de la « colonelle » ou de la « générale », termes anciens établis depuis plusieurs siècles dans l'usage pour désigner l'épouse du titulaire du grade, ou même

de l'« amirale », forme féminine d'abord employée adjectivement dans 'galère amirale') » (l'Académie française, 2019 : 18)

Toutefois, « chef » occasionne des difficultés en raison de sa composition. Selon l'Académie, ce terme est « pris adverbialement (il signifie proprement « en chef ») et reste de ce fait invariable (on a ainsi « caporale-chef » et non « -cheffe », « sergente-chef » et « adjudante-chef ») » (2019 : 18). À propos du grade de « major », on trouve « infirmière major » ou « adjudante-major » restant invariable comme « chef ». L'Académie souligne également que « certaines fonctions militaires anciennes » ne changent pas de genre grammatical : d'un côté, « grenadier », « lancier », « carabinier », « cuirassier » et « hussard » maintiennent leur genre masculin et d'un autre côté, « recrue », « sentinelle », « vigie », « ordonnance » et « garde » maintiennent leur genre féminin.

De façon globale, on peut considérer que l'Académie, en collaboration avec une commission d'experts de la langue française, s'aperçoit de l'importance et des inquiétudes chez les citoyens à instaurer de nouvelles formes féminines aux professions. Après lecture des grandes lignes de ce rapport sur la féminisation des grades et des professions, on peut constater que l'Académie est plongée dans une profonde réflexion : elle accepte les changements mais dans « le respect des règles fondamentales de la langue et selon l'esprit du droit français » (2019 : 20).

Par ailleurs, de nombreux essais ont été publiés en France sur le thème de la féminisation des métiers. Le plus récent est celui de Bernard Cerquiglini, intitulé *Le Ministre est enceinte* publié aux éditions du Seuil en octobre 2018. Après la parution de son livre, il assiste à des nombreux débats à la télévision et à la radio. Il défend la féminisation des métiers à travers l'évolution linguistique de la langue française, et critique les puristes qui soutiennent encore des usages anciens (« ambassadrice » pour dénommer l'épouse d'un ambassadeur), dans l'émission du magazine « La grande librairie »⁵. Enfin, il revendique la Francophonie et l'influence mondiale du français.

On remarque enfin que, dès la fin du XXe siècle, on tâche de féminiser les noms de certaines professions considérées comme exclusivement masculines par leur statut (médecin, ministre, maire, professeur, juge, etc.) ou pour être considérées comme éprouvantes physiquement (maçon, camionneur, boucher, etc.). Toutes les autres professions, par contre, ont une forme distincte au masculin et au féminin : enseignant, enseignante, chanteur, chanteuse, etc. Au Québec, la féminisation est devenue courante dans la langue familière comme dans la langue soutenue. En Belgique et en France, malgré les recommandations du Service de la langue française, on oppose certaines résistances. Toutefois, dans l'actualité, on tend à généraliser la féminisation des articles définis qui précèdent les professions en Belgique (Madame la ministre). Dans le cas de la France, on constate que les noms et les articles définis de professions de haut rang tendent à persister (Madame le Juge).

Pour conclure, le récent bouleversement social en termes d'égalité des sexes a répercuté sur les *immortels* critiqués de vouloir corseter la langue française. On s'aperçoit en effet que l'Académie française s'est efforcée de faire de longues recherches sur l'un des sujets les plus controversés de l'actualité : la féminisation de la langue dans le domaine du travail. De façon générale, l'étude

5 <https://www.youtube.com/watch?v=IyMCAOWWO4g>.

clarifie les normes de la formation du féminin dans l'histoire de la langue française et dans la vie quotidienne. Quoique l'Académie se montre plus ouverte aux propositions de féminisation de la langue que dans le passé, on a l'impression qu'elle tente de dissimuler sa vision conservatrice au moment de modifier certaines normes de la langue française : elle en appelle à la prudence et propose tout un éventail terminologique afin de prendre en considération toutes les possibilités, évitant ainsi de heurter les sensibilités, notamment dans la désignation des métiers ou des professions exercés par des femmes.

2.2. L'écriture inclusive

Les propositions sur l'écriture inclusive fournissent un éventail de possibilités afin de faire disparaître progressivement le masculin générique. C'est ainsi que le linguiste Daniel Elmiger expose des procédés formels à partir de ses recherches. Dans un premier temps, il constate l'usage de signes qui permettent de « contourner la généricité du masculin », tels que le trait d'union (« les étudiant-e-s »), le point et le point médian (« les étudiant.e.s , étudiant·e·s »), la barre oblique (« les étudiant/e/s »), les parenthèses (« les étudiant(e)s ») et la majuscule à l'intérieur du mot (« les étudiantEs ») (2017 : §1). Aussi explique-t-il que ces procédés ont l'avantage de constituer des « doublets abrégés » avec l'inclusion des formes masculines et féminines (2017 : §2). Toutefois, il recommande au lecteur de maintenir la même typographie afin d'assurer la cohérence d'un texte.

Elmiger observe également d'autres phénomènes linguistiques dans ses recherches comme « des formes non abrégées » (« elle ou lui » et « ils-ou-et-elles »), ainsi que des suffixes peu usuels (« Les chômeuses malheureuses et les usagères de droguées intraveineuses ») et « des déterminants neutres » (« unə anarchiste » et « læ flûtiste ») (2017 : §18).

Dès les premières propositions suggérées pour l'écriture inclusive, on assiste à une discordance des opinions dans la communauté francophone. D'après Patrick Charaudeau (2018) on est témoin de l'importance idéologique et de la neutralisation de la rédaction non-sexiste, notamment des notions abstraites, des mots désignant un collectif et des termes d'adresse. Charaudeau explique d'abord que les partisans la défendent parce qu'elle promeut la visibilité des femmes dans le français. Il constate par ailleurs que les réfractaires réfutent tout ce qui devient une « chasse obsessionnelle du féminin ». En effet, ils dénoncent l'imposition de la *novlangue* car ils considèrent que « la langue appartient à tous » et qu'« on ne la manipule pas comme un objet qu'on démonte et remonte » (Charaudeau, 2018 : 3).

Ann Coady, quant à elle, expose les différentes raisons qui montrent la préférence du masculin générique dans son ouvrage *Pratiques et langages du genre et du sexe : déconstruire l'idéologie sexiste du binarisme* paru en 2016. En effet, elle présente les quatre motifs prépondérants qui favorisent le masculin générique : « la Genèse et la dérivation linguistique », « l'origine du féminin en proto indoeuropéen », « l'héritage latin du français » et « la plus grande noblesse du masculin ». Dans un premier temps, Coady part de l'idée qu'Ève a été créée à partir d'une des côtes d'Adam. Cette croyance ouvre le débat puisqu'elle ne représente qu'une interprétation valable de la Genèse. Coady constate en effet une version récente de la création « d'Adam et Ève qui sont créés en même

temps » et qui suppose par conséquent la création de l'être humain, sous les deux formes « mâle et femelle » sans que « l'une soit antérieure à l'autre » (2016 : 82). Ensuite, les linguistes qui analysent les langues indoeuropéennes sont d'accord sur le fait qu'« en proto indoeuropéen (désormais PIE) il y avait deux genres – animé et inanimé – et que le féminin serait dérivé (assez tardivement), non pas du masculin, mais de l'animé » (Coady, 2016 : 84). L'auteure observe que, malgré la dérivation du féminin dans le masculin, le genre féminin est « la forme marquée par rapport au masculin/à l'animé qui est la forme non-marquée » (2016 : 84). Enfin, elle affirme qu'il est préférable d'éviter la confusion entre le masculin et l'animé car « le masculin n'a pas absorbé l'animé, il l'a fait disparaître » en dépit du fait qu'ils partagent « la même forme (non-marquée) que l'animé en PIE » (2016 : 86). Par ailleurs, on est témoin de la défense du masculin générique par suite de l'héritage latin. Coady reprend les paroles de l'Académie française en 2014 : de façon générale, les immortels expliquaient qu'à partir des deux genres du français, il était nécessaire un moyen de désigner les deux. C'est ainsi que les immortels recouraient à une valeur générique à partir d'un des deux sexes, et l'héritage latin a choisi le masculin. Finalement, Coady fait référence aux érudits qui défendaient l'imposition du genre masculin générique sur le féminin, prenant comme exemples les affirmations du grammairien Vaugelas : « [...] une raison qui semble être commune à toutes les langues, que le genre masculin étant le plus noble, doit prédominer toutes les fois que le masculin & le féminin se trouvent ensemble » et du grammairien Beauzée : « le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle » (2016 : 92).

Face à ce débat, Charaudeau veut trancher en se demandant s'il existe une neutralité dans la langue française, à savoir la suppression des genres. Concernant l'espèce humaine, il remarque quatre mots du lexique : « peuple », « individu », « personne » et « gens ». Ainsi, on réussit à désigner un ensemble composé d'hommes et de femmes à travers une catégorie abstraite. Néanmoins, il conseille au lecteur d'utiliser une glose dans l'éventualité où l'on doit préciser le genre, comme par exemple dans le cas d'un sondage : « les individus, hommes et femmes, de cette enquête ont répondu que... » (Charaudeau, 2018 : 9).

Il évoque par ailleurs le recours au processus de « neutralisation discursive qui consiste à [faire perdre aux mots une partie de leur charge sémantique, et [...] en contexte, l'opposition masculin/féminin peut perdre de sa force, [...] en se fondant dans une catégorie générique qui la subsume en la neutralisant], autrement dit de 'faire d'un terme une notion générique plus ou moins abstraite [...] » (2018 : 10). En outre, ce phénomène permet de « créer des concepts qui ont l'avantage d'enrichir la pensée et de lui donner un certain pouvoir explicatif ». En voilà quelques exemples : « '*le* politique' face à '*la* politique' et '*le* religieux' face à la '*religion*' ». Dans ces emplois, on distingue l'article masculin qui prend un « sens de généralité englobante, de notion abstraite », tandis que le genre féminin est précis. En effet, « le politique » dénomme « tant une modalité d'existence de la vie commune qu'une forme de l'action collective qui se distingue de l'exercice de *la politique* », et le religieux réfère « au phénomène général de ce qui a trait à la croyance en une vérité révélée », alors que la religion se rapporte à « ce qui s'est institutionnalisée sous une forme temporelle particulière » (Charaudeau, 2018 : 11). En plus de la neutralisation discursive de notions abstraites, le linguiste montre au lecteur comment ce phénomène renvoie aux mots désignant « un collectif ». C'est le cas d'« élève » qui désigne un groupe en supprimant le genre : « les élèves de toutes les classes devront observer une minute de silence ». Il souligne le choix du singulier destiné

à englober les personnes de sexe différent, comme dans la phrase « Un bon élève a toujours ses chances. » (Charaudeau, 2018 : 11).

Charaudeau présente enfin l'usage de l'écriture inclusive au moment de rédiger les « termes d'adresse ». Il affirme que l'apostrophe « Cher(e)s ami(e)s ou Cher(e)s collègues » est tout à fait acceptable puisqu'on s'adresse à des personnes connues, y compris hommes et femmes. Nonobstant, il est préférable d'utiliser « Chers amis ou Chers collègues » lorsqu'on envoie un communiqué à des personnes anonymes. Il déclare également que « Chers tous et toutes » est correcte étant donné sa neutralisation, de la même manière que « bien à tous les deux » ou « bien à vous deux ». Il recommande au lecteur d'écrire la formulation « Madame, Monsieur » dans les situations où le destinataire de la lettre est inconnu (2018 : 16).

En conclusion, la communauté française est consciente que l'écriture inclusive est une nouvelle forme du langage politiquement correct. En dépit des réticences au moment d'utiliser cette forme d'écriture, on constate que ce phénomène émergent devient une matière à réflexion.

2.3. L'euphémisme dans la désignation des métiers

Au cours du XXI^e siècle, la société s'affronte à des phénomènes linguistiques qui impliquent un changement dans la façon de s'exprimer lorsqu'on désigne un métier ou une profession. L'un des recours stylistiques les plus habituels est la périphrase. On peut la définir comme une figure de style consistant à remplacer un mot par un groupe de mots signifiant approximativement la même chose. Il s'agit d'éviter la connotation péjorative d'un nom de profession, notamment les professions considérées comme peu valorisantes ou peu prestigieuses comme caissière, ouvrier, éboueur, facteur et jardinier. C'est ainsi qu'une femme de ménage devient une « aidante familiale », un concierge devient « un gardien d'immeuble » et un balayeur devient « un technicien de surface ».

De nos jours, ces recours sont utilisés dans « le formatage des offres d'emploi » avec la diffusion des nouvelles technologies (Rodríguez. 2016 : 201). Les recruteurs rédigent avec soin ces offres afin d'attirer l'attention des intéressés au moyen de « substituts euphémiques » (Rodríguez, 2016: 202). Ils visent à valoriser ou à adoucir les dénominations des postes les plus communs, jugés négativement par la société. L'étude de Nuria Rodríguez Pedreira montre « les divers facteurs » qui influent sur les euphémismes dans les offres d'emploi (2016 : 202).

Elle nous présente d'abord le concept de « néodénomination » qui comporte les périphrases, les sigles et les emprunts dans le but d'euphémiser les noms de professions et l'activité à laquelle ils renvoient. Il faut également remarquer que la néodénomination englobe trois types d'appellations : « celles qui désignent des emplois émergents comme *community manager* (animateur de communauté en ligne) ou *Web designer* (concepteur de site Web) » ; « les dénominations d'apparition récente qui se substituent aux anciens noms d'emploi », comme « *account manager* (chef comptable ou *property manager* (gestionnaire immobilier) » et enfin celles qui cherchent à mettre en valeur les professions (« néologismes euphémiques de valorisation ») comme « *technicien de maintenance aéronautique* » au lieu de « mécanicien d'entretien d'avions » ou à adoucir la vision négative de la société dans certains métiers, tel que « *agent de collecte* pour éboueur » (Rodríguez, 2016 : 204).

D'après Rodríguez, l'usage de ce langage est lié au politiquement correct. Son influence est donc si répandue en France que l'apparition des néologismes par rapport aux noms des professions est due à deux raisons prépondérantes : la dénomination de nouveaux emplois en pleine expansion et la désignation de métiers déjà soumis à l'euphémisme « au nom de la bienséance sociale et langagière ». Dans le deuxième cas, on peut différencier deux types : les néologismes qui atténuent « les effets négatifs des métiers modestes » et les néologismes qui valorisent « les professions devenues banales en leur accolant des étiquettes attrayantes » (Rodríguez, 2016 : 205).

En vertu de la bienséance langagière, le politiquement correct est donc présent dans certaines professions modestes, comme « concierge » dénommé « gardien d'immeuble » ou certains « métiers manuels » valorisés de manière positive grâce aux périphrases : « les ouvriers » deviennent « des agents de production ». Comme Rodríguez souligne, la doctrine de « la bien-pensance langagière » entraîne la création de vocables tels que « néobienséance » ou de « néopolitesse » qui sont liés au politiquement correct (Rodríguez, 2016 : 206).

Concernant « les néologismes euphémiques d'atténuation », Rodríguez explique que les métiers qui requièrent plus d'expérience que de formation ou qualification (« commerce, restauration, aide à domicile et nettoyage ») ont souffert une « dévalorisation sociale » (2016 : 208). Au fil des années, les recruteurs se sont efforcés de changer les désignations afin de les valoriser. En effet, on crée une sorte de « spécialisation » au moment de nommer les professions, comme « l'assistant de soins en gériatrie », tandis qu'on clarifie « les diverses fonctions associées au métier », comme le cas d'«auxiliaire de vie sociale » (Rodríguez, 2016 : 208). De cette manière, on insiste davantage sur l'idée d'accompagnement ou d'assistance que sur celle d'un secours par respect aux personnes fragilisées. Il convient de préciser que le concept de « néodénomination » émerge dans la langue française pour tenir compte de l'expérience et la spécialisation des personnes qui effectuent de nouvelles fonctions, mais également pour « affaiblir la valeur des termes trop connotés socialement ». On est alors témoin de l'évolution d' « aide à domicile » qui devient « auxiliaire de vie sociale » (Rodríguez, 2016 : 209).

Par ailleurs, les métiers qui sous-entendent une subordination sont soumis à différents types de périphrase de manière à atténuer le rapport hiérarchique : on préférera parler d'un(e) assistant(e) ou d'un(e) agent(e) administratif(-ve) que d'un(e) secrétaire. En outre, ces nouvelles appellations contribuent à éviter le terme « employé », utilisé fréquemment comme « employé administratif » (Rodríguez, 2016 : 212). Cela dit, quoiqu'« employé » ait « un caractère dévalorisant » dans « certaines dénominations », on continue à l'utiliser quotidiennement (Rodríguez, 2016 : 213).

Dans « le domaine du nettoyage et de la maintenance », on s'aperçoit que les appellations des métiers ont également évolué au moyen de dénominations techniques (« ripeur » pour « éboueur ») et des périphrases (« agent de propreté et d'hygiène », « équipier de collecte » ou bien « technicien du traitement des déchets ») . Grâce aux reformulations de ces professions, la forme lexicale varie considérablement au point de diluer l'image dévalorisante attribuée aux travailleurs du « service de nettoyage, de la propreté et de l'hygiène » par la société (Rodríguez, 2016 : 213).

Concernant « les néologismes euphémiques de valorisation », il importe non seulement de créer une atmosphère de respect envers autrui, mais aussi de « remettre en valeur des métiers traditionnels et des professions 'moyennes' ». Les néodénominations ont recours à un lexique « pompeux », « sophistiqué ». Les employeurs présentent donc « des titres sous des dénominations techniques » en suivant une formule : le premier terme comporte « la fonction » et le deuxième terme spécifie « la spécialité » (Rodríguez, 2016 : 214). C'est ainsi que l'un des domaines professionnels les plus touchés par ce « renouvellement terminologique » est « le métier manuel traditionnel ». Au lieu de

dénommer un(e) mécanicien(-ne), un(e) électricien(e) et un(e) plombier(-ière), on désignera un(e) « technicien(-ne) de maintenance automobile », un(e) « monteur en installations sanitaires » (Rodríguez, 2016 : 215).

D'autre part, comme les métiers relatifs au commerce, tels que « vendeur » ou « téléopérateur » ont une image négative (ces individus considérés comme des profiteurs, des pressants), on met l'accent sur l'usage de périphrases afin de valoriser ces métiers : « vendeur conseil (en magasin) » et « téléconseiller ». D'après Rodríguez, « il ne s'agit pas de vendre, mais de conseiller les clients pour leur offrir la meilleure solution, même si le but final est bel et bien de conclure une vente » (2016 : 217).

Lorsqu'on parle de survaloriser un métier qui ne jouit pas d'une mauvaise réputation, il faut également se référer à celui qui a été le plus soumis à la surabondance de périphrases : la prostitution. Au cours des années, les personnes exerçant cette profession humiliante ont été désignées de plusieurs manières: « fille (de joie, publique), péripatéticienne (fam.), putain (pop.) »⁶.

En résumé, le domaine professionnel est l'un des domaines les plus touchés par l'euphémisme qui, rappelons-le répond à une volonté d'adoucir la désignation de certaines réalités. Il nous invite à utiliser différents types de périphrases : les périphrases techniques pour insister sur la qualification, les périphrases emphatiques afin de valoriser le travail effectué ou encore l'euphémisme destiné à adoucir les différences socioprofessionnelles et hiérarchiques (les métiers considérés avilissants).

2.4. L'euphémisme dans la désignation des minorités

Le politiquement correct se place également au service des minorités. Les euphémismes sont exploités pour ne pas offenser certaines communautés dont la différence sème la méfiance, voire le mépris de la société.

Pour définir la notion de « minorité », plusieurs propositions ont été proposées. L'Académie française propose une définition neutre : « Par opposition à la majorité, l'ensemble des éléments d'un tout ou des individus d'un groupe qui sont inférieurs en nombre ». Toutefois, cette distinction considérée comme trop réductrice ouvre le débat et l'ONU met en ligne un rapport en 2010 traitant les droits des minorités⁷. Elle propose une « définition » acceptable au regard du droit international : « Adoptée par consensus en 1992, la Déclaration des Nations unies sur les minorités, en son article premier, se réfère aux minorités comme étant fondées sur leur identité nationale ou ethnique, culturelle, religieuse ou linguistique, et dispose que les États doivent protéger leur existence » (2010 : 2). Toutefois, cette définition ainsi formulée peut sembler trop générale parce qu'on doit prendre en compte les différentes situations vécues dans une communauté : d'une part, les minorités sont fort définies et séparées de la population et d'autre part, elles sont clairsemées dans un pays francophone.

6 Cf. le TLF : <http://stella.atilf.fr/Dendien/scripts/tlfiv5/search.exe?27;s=467951010;cat=0;m=prostitu%82;>.

7 Il s'agit d'un rapport intitulé « Droits des minorités : Normes internationales et indications pour leur mise en œuvre » : https://www.ohchr.org/Documents/Publications/MinorityRights_fr.pdf.

Par ailleurs, l'ONU se demande si « les personnes handicapées, les personnes appartenant à certains groupes politiques ou les personnes ayant une orientation ou une identité sexuelle particulière (lesbiennes, gays, bisexuels, personnes transgenres ou intersexuelles) » composent des minorités. Elle applique donc la logique suivante : si la Déclaration des Nations unies sur les minorités vise « les minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques », il faut également lutter contre n'importe quel type de discrimination et prendre au sérieux l'individu qui appartient à « une minorité nationale ou ethnique, religieuse ou linguistique » et qui souffre également de discriminations fondées sur d'autres motifs comme le « sexe, le handicap ou l'orientation sexuelle. Pareillement, les minorités font partie des groupes les plus marginalisés de la société et les plus touchés par des maladies telles que le sida et elles ont « en général un accès limité aux services de santé » (2010 : 3).

Le recours au politiquement correct dans le français est si répandu que des pays francophones comme le Canada fournissent un glossaire en 2015⁸ afin d'éviter des dénominations blessantes. Dans cette brochure, on distingue trois types de minorités : les minorités visibles ou « racisées », les minorités audibles et les minorités ethnoculturelles. Tout d'abord, « les personnes, autres que les autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche » font partie, selon la Loi sur l'équité en matière d'emploi, « des minorités visibles » et plus précisément, on inclut « des Chinois, des Sud-Asiatiques, des Noirs, des Philippins, des Latino-Américains, des Asiatiques du Sud-est, des Arabes, des Asiatiques occidentaux, des Coréens et des Japonais ». En outre, on recommande d'utiliser cette expression seulement « dans les statistiques où cette catégorie est utilisée, par exemple dans les programmes d'accès à l'égalité en emploi » (2015 : 8).

Les minorités *racisées* sont, quant à elles, un « regroupement de personnes cibles du racisme et d'un processus de racisation, c'est-à-dire l'attribution d'une signification raciale, biologique, à des différences culturelles ». (2015 : 8). Les minorités audibles se constituent « de personnes identifiables par une façon particulière de s'exprimer, un accent perceptible à l'oreille » (2015 : 8). Enfin, les « personnes qui font partie d'un groupe social minoritaire, d'un point de vue démographique et qui partagent des traits collectifs, entre autres culturels, linguistiques, sociaux ou religieux » se considèrent « des minorités ethnoculturelles » (2015 : 8).

Le terme « race » apparu pour la première fois dans l'article 2 de la Constitution française de 1958 est remis en question à partir des années 90. En 1992, la revue *Mots. Les langages du politique* publiait les actes du colloque « Le mot *race* est-il de trop dans la Constitution française ? ». Plusieurs propositions ont été données. L'une est de mettre le mot entre guillemets. Ce procédé semble néanmoins risqué car d'une part, il suggère un « rapport social d'oppression (pour le combattre ou l'entériner) » et d'autre part, s'opposerait au principe universaliste selon lequel il n'existerait qu'une seule race, la race humaine (Devriendt, Sandré et Monte, 2018 : §2).

8 Le Ministère d'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion au Québec : http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Glossaire_ImmigrationParticipationInclusion.pdf.

Le 27 juin 2018, les députés ont finalement voté la suppression du mot « race » de la Constitution française alléguant que la République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion »⁹.

Cette problématique qui concerne l'ethnie est abordée dans les ouvrages lexicaux comme celui de Santini qui s'est penché sur quelques euphémismes concernant la race noire : *personne de couleur*, l'anglicisme « black » ou *afro-américain*. Pour cette dernière appellation, il constate qu'il serait erroné d'affirmer qu'elle fut revendiquée par les Noirs américains dans la mesure où le trait d'union trahit une « trop forte volonté d'assimilation » (Santini, 1996 : 34).

En ce qui concerne une « personne de couleur », Santini explique que c'est un « euphémisme de style administratif parfaitement absurde, comme le démontre avec esprit un clochard noir familier du métro parisien [...] : Homme blanc, quand tu nais, tu es rose ; quand tu tombes malade, tu deviens jaune ; quand tu es en colère, tu es rouge ; quand tu es jaloux, tu es vert ; quand tu meurs, tu vires au gris... Et c'est moi, que reste noir de la naissance à la mort, que tu appelles 'homme de couleur' ! » (1996 : 139).

Par ailleurs, la diversité socio-culturelle en France est si vaste qu'il convient de distinguer les ethnies autres que les africaines, comme les arabes. En effet, lorsqu'on évoque ces ethnies, on utilise des expressions politiquement correctes telles que « Maghrébin », « Beur », « enfant de la 2^e génération », « musulman » et « nord-Africain » au lieu d'« arabe » et « gens du voyage » au lieu de « gitan ». D'une manière plus générale, on désignera ces deux communautés par « minorité visible », « issu de la diversité » et « personne racisée ». En effet, cette dernière expression est un néologisme « être racisé-e-s » justifié par les partisans de la manière suivante : il englobe « une communauté d'expériences de la domination raciste, quelles que soient les formes qu'elle prend selon notre appartenance de genre ou de classe »¹⁰. Ces termes sont utilisés d'après le contexte et le locuteur du fait que ces expressions substitutives n'ont pas « la même signification ni le même effet sur la personne qui les dit et celle que les reçoit » (Louaret, 2008 : §9). D'après Louaret, le choix lexical ne suppose aucune amélioration, voire aucun frein contre le racisme, qui demeure vivant dans la société. Enfin, il remarque qu'« il faut faire attention aux mots, ne pas blesser pour le plaisir mais il ne faut pas les interdire sous prétexte qu'ils risquent de blesser » (2008 : §24).

La langue politiquement correcte désigne également les minorités sexuelles. En effet la communauté LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) subit l'influence de la *novlangue* actuelle, à savoir la société tend à réduire l'usage de mots qui peuvent heurter la sensibilité. C'est ainsi que ce phénomène se répand dans les situations quotidiennes en raison des termes substitutifs « gay » ou « personne à sexualité alternative ». En outre, le terme « transsexuel » est largement rejeté par cette communauté parce qu'on évoque « les rapports de domination sur le corps par l'État, la psychiatrie et la chirurgie »¹¹.

9 Cette citation est tirée d'un article de *Le Figaro*: <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/06/29/31003-20180629ARTFIG00371-bock-cote-le-politiquement-correct-se-radicalise-au-rythme-o-la-societe-diversitaire-se-decompose.php>.

10 https://www.libération.fr/debats/2016/12/30/racise-e-s_1538250.

11 <http://www.slate.fr/story/149655/politiquement-correct-racisme-homophobic>.

Par ailleurs, la RTL Girls (un programme radio consacrée à la femme et à la communauté LGBT dans l'émission RTL) tente de répondre à cette question linguistique sur l'orientation sexuelle dans l'article « Transgenres : guide pour en parler en évitant les maladresses et la transphobie »¹² publié en 2018. En effet, la journaliste Émeline Ferry propose des alternatives afin de prévenir la maladresse. En ce qui concerne l'usage de « transsexuel », elle conseille « transgenre » qui n'évoque pas « une vision pathologique de cette identité » ou « personne trans ». D'autre part, il ne faut pas dire « il/elle a changé de sexe », mais « changement ou transition de genre » parce que d'après Ferry, « les individus qui font une transition ne changent pas de sexe, mais ils mettent leur apparence en adéquation avec ce qu'ils sont et ce qu'ils ressentent ». On remplace ainsi « il/elle est né-e homme/femme » par « il/elle a été désignée comme homme/femme à la naissance »¹². Enfin, la journaliste recommande de ne pas confondre « identité sexuelle » et « orientation sexuelle » car la première se rapporte à l'identité et les sentiments d'une personne tandis que la seconde correspond à l'attraction qu'une personne ressent pour une autre.

Les minorités physiques sont à leur tour soumises au politiquement correct. Il est préférable d'éviter des termes estimés fort familiers, comme « aveugle », « gros », « retardé » et « nain » car on peut créer la polémique. Pour ce faire, l'usage des figures de styles se multiplie pour désigner, dès sa reconnaissance publique, une minorité physique. On utilise des périphrases dans le cas de personnes aveugles : « non-voyante », « malvoyante », « confrontée à un défi oculaire » et « visuellement contrariée ». Par ailleurs, lorsqu'on fait référence à une personne « grosse », la bien-pensance force à la qualifier d'« enveloppée », ou à la dénommer « une personne en surpoids », « une personne présentant une surcharge pondérale » ou « une personne possédant une image corporelle alternative ».

Par ailleurs, l'Association du Nouveau-Brunswick pour l'intégration communautaire issue du Canada propose en effet des alternatives édulcorées : il faut éviter d'emblée le qualificatif « retardé » et utiliser plutôt l'énoncé périphrastique « un enfant ou un adulte ayant un handicap intellectuel » tandis que la périphrase « personnes qui n'ont pas de handicap » est mieux acceptée que « les personnes normales »¹³. En outre, Volkoff parle du politiquement correct dans l'entrée « périphrase » de son étude lexicale et il recommande au lecteur de remplacer les vocables péjoratifs tels que « cul-de-jatte », « unijambiste » et « manchot » par « handicapé » (2001 : 131).

La taille joue un rôle fondamental dans le politiquement correct. L'appellation « nain » n'est pas bien considérée dans la société et des expressions atténuantes s'emploient quotidiennement. En effet, André Santini fournit des exemples comme « personne de petite taille » ou « être humain verticalement différent » (1996 : 125). En outre, l'Association québécoise des personnes de petite taille (désormais AQPPT) soutient ces reformulations par le biais du rapport « Pourquoi dire 'personne de petite taille' »¹⁴ publié sur le site officiel. Après lecture, on peut distinguer d'abord un éclaircissement entre « nain » lorsqu'il qualifie un objet (« en regardant par la fenêtre, j'ai vu un nain dans le jardin ») et la désignation d'un individu souffrant de « nanisme ». En effet, l'AQPPT

12 <https://www.rtl.fr/girls/societe/transgenres-guide-pour-parler-en-evitant-les-maladresses-et-la-transphobie-7793530943>.

13 <https://nbacl.nb.ca/faq/quelles-sont-les-expressions-appropriées-a-utiliser-pour-designer-une-ou-plusieurs-personnes-ayant-un-handicap-intellectuel/?lang=fr>.

14 http://aqppt.org/documents/Pourquoi_dire_ppt.pdf.

explique que cette dernière désignation a une connotation péjorative puisqu'elle limite la personne à sa condition. En outre, d'après cette association, on s'aperçoit que les expressions substitutives ne servent pas seulement à être poli, mais à reconnaître « leur identité en tant que personnes ».

Quant à « personne de petite taille », l'AQPPT justifie son emploi : la périphrase n'appartient pas au vocabulaire du politiquement correct, elle vise à enlever l'image de « personnage fictif » ou d'« objet de décor ». En effet, elle fournit l'exemple « j'ai vu un nain dans le jardin » qui peut entraîner un problème de compréhension. Cela dit, l'association accepte d'autres périphrases telles que « personnes ayant le nanisme », « personne de petite stature », « personne avec un retard de croissance » et « petite personne ». Enfin, elle nous rappelle qu'on doit les traiter avec déférence, comme on le ferait pour tout être humain et qu'il faut éviter autant que possible le terme « nain » susceptible de provoquer la moquerie.

Enfin, les minorités désignant les personnes souffrant de maladies effrayantes, parce que trop graves ou « honteuses » pour en parler directement, sont également soumises à la *novlangue*. C'est le cas notamment du sida et du cancer.

Au cours de ces dernières décennies, on est témoin de la répercussion de la correction linguistique par rapport à une infection sexuellement transmissible : le VIH. Aussi trouve-t-on des chapitres consacrés à ce sujet dans le domaine de la langue, comme celui de Martina Drescher appelé « La gestion des tabous dans la communication sur le VIH/sida en Afrique francophone » dans *Political Correctness*¹⁵. Elle réalise en effet une étude sur la sensibilisation de cette maladie du point de vue linguistique, en tenant compte du tabou et du politiquement correct à travers les transcriptions des dialogues entre un enseignant et ses étudiants. Tout d'abord, Drescher parle du concept « tabou linguistico-communicatif » en raison d'« une norme comportementale négative qui règle l'usage de la parole en accord avec les différentes contraintes situationnelles » (2012 : 389). Cette norme implique la défense de discuter ouvertement de sujets délicats dans la plupart des pays africains. Elle constate donc qu'il est fréquent d'éviter tout type de formulation directe autour du VIH au moyen de formes comme « le silence, les recours à des structures polyphoniques comme la citation, les formulations paraphrastiques ou vagues, les euphémismes [...] » (2012 : 393).

À partir des transcriptions, Drescher prend en considération certaines façons de se référer au sida. D'un côté, on peut constater l'usage ambigu du sujet, notamment « les gens » face au traitement d'un sujet délicat (« pourquoi les gens ont peur des sidéens ? ») et la formulation « certains disent que » par suite du tabou (« certains disent que c'est à cause des animaux »), de l'autre, les formulations euphémiques pour s'exprimer librement concernant les rapports sexuels comme « on s'en va directement » et désigner les individus qui ne se protègent pas, ainsi que la souffrance chez les sidéens (« on l'isole ») (2012 : 396-400). Dans ces exemples, on assiste au politiquement correct, parce que la jeunesse africaine est sous l'influence de la bien-pensance car elle évite autant que possible de se référer à une maladie inguérissable. En plus de la façon de se rapporter à un sidéen, il convient de préciser les termes politiquement corrects afin de désigner la personne souffrant du VIH. En effet, la société francophone a remplacé « sidéen » par « personne malade du sida » ou

15 La référence complète est dans la bibliographie.

« personne ayant contracté la maladie » durant le XX^e siècle (Santini, 1996 : 168). De nos jours, le choix de « séropositif » et « personne atteinte du SIDA » est fort usuel dans la langue française.

Parmi les maladies, « le cancer » est le sujet universel qui touche le langage policé et qui se focalise sur trois aspects prépondérants qui sont la personne atteinte, le processus de la maladie et le décès. Tout d'abord, on prend en considération la façon de s'adresser à un individu souffrant d'une maladie. On fait donc preuve de tact à travers l'euphémisme « patient » ou la périphrase « consommateur de soins » au lieu de dire « malade ». La *novlangue* se répand ensuite sous l'influence des expressions qui favorisent une perception positive du cancer, ce qui entraîne le rejet des plus réfractaires, comme celui d'une internaute qui, face à l'expression courante « il/elle se bat contre la maladie » propose le remplacement de ce verbe par « accepter de suivre un traitement »¹⁶. Enfin, dans les situations de deuil où l'on présente les condoléances à la famille, on a recours à des euphémismes variés comme « disparaître » et « s'en aller » ou à des périphrases telles que « rendre le dernier soupir » et « partir pour le grand voyage ».

Chapitre 3 : Le politiquement correct dans les médias

Le politiquement correct joue un rôle prépondérant dans le langage des médias. Ingrid Riocreux publie *La langue des médias. Destruction du langage et fabrication du consentement* en 2016. Elle explique comment les journalistes modifient leur façon de parler afin d'informer les citoyens français sur des sujets délicats. Dans un entretien réalisé par l'OJIM¹⁷ (l'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique), elle explique le pouvoir des journalistes dans la transmission de l'information. Dans un premier temps, elle affirme qu'en dépit du fait que les journalistes se considèrent comme des professionnels neutres, ils construisent un discours à partir d'un choix de faits et de mots délibérés. Dans un deuxième temps, elle parle de « maltraitance du langage », à savoir que les journalistes manipulent l'énoncé de telle façon qu'il devient incompréhensible et erroné dans la plupart des cas, comme « *perquisitionner* un domicile ». Dans un troisième temps, Riocreux constate que les journalistes sont soucieux de s'exprimer adéquatement de crainte d'être mal interprétés par la société. C'est ainsi qu'elle parle de « glissement de l'éthique du vrai à l'éthique du bien », autrement dit les journalistes fourniront l'information d'une manière détournée afin d'éviter tout malentendu. En effet, d'après Riocreux, les journalistes manipulent n'importe quelle information avec « une parfaite bonne conscience et toujours pour la bonne cause ». Par ailleurs, elle affirme qu'on appréhende l'information de type idéologique et elle fournit un exemple illustratif : la journaliste Géraldine Hallot publie un article en septembre 2015 sur le site internet de France inter intitulé « Réfugiés : le fantasme de l'infiltration terroriste ». Hallot écrit un chapeau introducteur en posant la question « faut-il craindre une infiltration terroriste ? » et elle répond « non » en expliquant pourquoi. Après l'attentat du 13 novembre 2015 en France et le commentaire répandu « les terroristes empruntent la route des réfugiés » dans les radios, la rédaction de France Inter décide de changer le titre et le chapeau introducteur en raison de la polémique. Enfin, Riocreux remarque que ce ne sont pas uniquement les discours des journalistes

16 https://www.huffingtonpost.fr/elisa-v/ca-suffit-le-politiquement-correct-on-ne-se-bat-pas-contre-le-cancer-pas-plus-quon-ne-meurt-dune-longue-maladie_a_23402506/.

17 https://www.youtube.com/watch?time_continue=6&v=bKfcltqIXpo.

qui deviennent « caricaturaux », mais ce sont également certaines nuances dans leur discours comme l'exemple « tel pays applique encore la peine de mort ». En effet, d'après elle, l'adverbe « encore » se traduit par l'orientation idéologique des journalistes et leur discours n'est pas par conséquent neutre. À la fin de l'entretien, Riocreux conseille aux lecteurs une certaine prudence quant aux « formulations » et aux « manières de dire » et recommande de ne pas accepter les nouvelles « comme une évidence ».

On assiste ainsi au pouvoir du politiquement correct chez les professionnels de la communication. Par égard pour la sensibilité du lecteur, le journaliste fait une sélection lexicale dans le but de transmettre l'information de la manière la plus neutre possible. Ce phénomène pourrait donc remettre en question la véracité de tout ce qu'on entend dans la vie quotidienne.

Toutefois, certaines personnalités de la vie politique, artistique ou intellectuelle rejettent le politiquement correct. L'une des figures médiatiques les plus importantes en France est le journaliste Éric Zemmour. Ses opinions politiquement incorrectes ouvrent souvent le débat dans l'actualité française, comme dans l'entretien qui lui a été réalisée en 2011 par *Le Point*¹⁸. En effet, Zemmour dénonce le phénomène de la *novlangue* dans cet entretien : à la suite de son ouvrage *Bûcher des vaniteux*, il considère « les membres de la gauche comme les « inquisiteurs du politiquement correct » et il cite les paroles d'un sociologue : « le politiquement correct c'est la dictature des minorités ». Il fournit l'exemple du mariage homosexuel : « le mariage gay s'inscrit dans un mouvement de destruction du modèle familial traditionnel qui vient de loin. Depuis les années 1970, il y a une volonté de détruire la conception patriarcale et *hétéronormée* de la société : on donne des coups de pioche sur ce modèle et on tente de réinventer la famille. Le mariage gay constitue le dernier coup en date »¹⁹.

Ainsi, l'utilisation du langage politiquement incorrect se répand ces dernières années au point d'atteindre les hautes sphères de la politique, comme la présidence d'un pays, tel le cas de Donald Trump. À ce sujet, Pierre Guerlain écrit l'article « Donald Trump ou le politiquement abject » dans *Libération* en 2017²⁰. L'auteur décrit le président américain comme « politiquement abject », puisqu'il déclare ne soutenir que les personnes qui partagent ses idées. Le journaliste fournit l'exemple de Trump lorsqu'il visite Charlottesville et se réfère aux « gens de bien » y inclus certains néo-nazis en 2017. Comme Guerlain le remarque, on peut constater que Trump profite de sa position pour se rebeller contre le politiquement correct et pour exprimer sans ambages et à travers des « excès langagiers »²¹ son point de vue sur des situations délicates.

En outre, Camille Adaoust rédige un article intitulé « EN IMAGES. Richissime, mégalo et politiquement incorrect : Donald Trump en dix citations » sur *France info* en 2015 exposant différentes phrases qui dépassent les limites de la *novlangue*. En effet, on est frappé par les discours de Trump lors de sa candidature comme président des États-Unis en 2016 avec « des phrases hyperboliques et des propos effarants » tels que « je serai le plus grand président de l'emploi que

18 https://www.lepoint.fr/politique/eric-zemmour-pour-l-instant-hollande-n-est-pas-president-03-05-2013-1663317_20.php.

19 Cf. citation 18.

20 https://www.liberation.fr/debats/2017/10/09/donald-trump-ou-le-politiquement-abject_1601919.

Dieu ait créé », « le libre-échange peut être merveilleux s'il est négocié par des gens intelligents, mais nous avons des gens stupides » et « si on veut résoudre le problème de la criminalité, il faut arrêter d'être aussi politiquement correct »²¹.

Concernant la publicité, elle est également sous l'influence du politiquement correct. Laura Santone consacre un sous-chapitre sur ce sujet dans *Publicité ethnique : enjeux commerciaux et dynamiques identitaires* paru en 2013. De façon générale, la France suit l'exemple des États-Unis qui sont considérés comme « le berceau du marketing ethnique », autrement dit le pays américain se focalise sur l'intérêt des différentes communautés ethniques afin de mieux « cibler et quantifier les consommateurs » dans le marché. C'est ainsi que la France a la volonté de devenir un pays « *politically correct* » et le Code de la Chambre de Commerce International inclut par conséquent un article dès 1937 qui assure l'égalité de tous les citoyens : « La publicité ne doit cautionner aucune forme de discrimination, y compris celle fondée sur la race, l'origine nationale, la religion, le sexe, l'âge... » (Santone, 2013 : §9).

Malgré le respect aux communautés socio-culturelles aux États-Unis, les discours politiquement corrects ne sont pas toujours respectés. C'est notamment le cas de la publicité des marques *Pepsi* avec la tentative de « diffuser un message de tolérance »²² et *Nivea* avec le message « *White is purity* » (le blanc est pureté)²² qui provoquent la polémique en 2017. À partir de ces annonces publicitaires, le sociologue français Dominique Wolton dénonce le politiquement correct dans un entretien réalisé par *Madame Le Figaro*²². De manière générale, Wolton explique que les restrictions dans « le contenu audiovisuel » cause une inquiétude dans les agences publicitaires au moment de créer une annonce publicitaire. En outre, il affirme que « l'autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) » permet une certaine liberté dans la publicité en France. Enfin, il est réfractaire au politiquement correct parce que d'après lui, « une publicité sans une once de perversité, c'est une annonce plate et sans saveur ». On peut donc considérer que ce phénomène n'influe pas uniquement sur la publicité de nouveaux produits, mais également sur la réaction des consommateurs.

Par ailleurs, on s'aperçoit que le politiquement correct est souvent critiqué par les agences de publicité. En effet, Vincent Leclabart publie *Vendre de salades sans en raconter* en 2012. Leclabart exprime son mécontentement contre le politiquement correct car la publicité « n'ose plus choquer pour faire réfléchir » dans l'entretien réalisé par *Capital*²³. Il déclare donc que « les marques n'osent plus aujourd'hui aborder des discours clairs et forts ».

On est témoin de la censure dans les publicités actuellement. C'est ainsi qu'on peut se demander si le politiquement correct entrave la communication vers les consommateurs, à savoir si les messages transmis dans les annonces ne réussissent pas à attirer l'attention des consommateurs afin de vendre un produit.

21 https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/en-images-richissime-megalo-et-politiquement-incorrect-donald-trump-endixcitations_1001289.html.

22 <http://madame.lefigaro.fr/societe/dominique-wolton-expert-en-publicite-revient-sur-pub-polemiques-pepsi-nivea-120417-130921>.

23 <https://www.capital.fr/economie-politique/la-publicite-ne-doit-pas-prendre-les-gens-pour-des-imbeciles-699515>.

Le politiquement correct est également présent dans le cinéma. La directrice de la *Revue des deux mondes* Valérie Toranian rédige « Pétition, moralisme et diversité : le cinéma sous les assauts du politiquement correct »²⁴ en 2019. Elle se demande si le festival de Cannes pourra résister à « la pression moralisatrice qui sévit de toutes parts »²³ à la suite des polémiques de la remise de la palme d'or d'Alain Delon, acteur devenu impopulaire par ses propos misogynes. En outre, elle rappelle certaines critiques du public à l'égard de Kathryn Bigelow, réalisatrice du film *Detroit* sur les « émeutes raciales de l'été 1967 », remettant en question le fait qu'une femme de race blanche et issue de la bourgeoisie américaine puisse aborder un sujet aussi délicat que le racisme. Le politiquement correct est enfin sous le feu des médias en tenant compte plusieurs aspects comme les actes et les paroles d'un professionnel de l'interprétation ou de la réalisation d'un film.

En outre, le politiquement correct est un sujet qui concerne les films d'animation. Il s'agit de l'article « Politiquement correct : Disney ressort l'un de ses films en maori » publié par Le Point autour de la polémique du film *Vaiana, la légende du bout du monde*²⁵ en 2017. On explique d'abord que Disney est accusé de « dénaturer et de simplifier la culture maorie ». En effet, « une députée parlementaire néo-zélandaise et originaire des Tonga » critique un personnage, notamment un demi-dieu, pour sa représentation simpliste. En outre, plusieurs éléments considérés comme stéréotypes apparaissent tout au long du film, comme « la noix de cocos » et « le costume de Maui » suivi de la présence de « tatouages imprimés sur du tissu marron, représentant la couleur de sa peau ». Enfin, Disney résout le problème à travers la traduction du film en « langue maorie » et la diffusion gratuite « dans de nombreuses salles de cinéma ». On peut constater que le politiquement correct est si présent au moment de la création d'un film que les studios de cinéma simplifient une culture par crainte de l'offense des spectateurs.

Par ailleurs, le politiquement correct influence la production d'un film. En effet, le réalisateur Dominik Graf dénonce ce phénomène dans l'article « Halte au cinéma politiquement correct » en 2012, notamment l'analyse du film allemand *Barbara* dont la mise en scène remonte aux événements historiques durant la République démocratique allemande²⁶. Malgré le prix obtenu au « Festival du film de Berlin », *Barbara* est critiqué dû au « dilemme auquel sont confrontés l'industrie culturelle et son système de subvention : l'appauvrissement par la surexploitation thématique », à savoir que « la production cinématographique allemande » tend à réaliser des films qui se focalisent sur « la classe cultivée » et sur « l'application extrême dans le traitement des sujets », d'où le mécontentement général des critiques. Graf constate également que « le cinéma allemand donne l'impression de ne proposer qu'un catalogue de dissertations ». En outre, il déclare que « la mise en scène n'accorde qu'une place minimale à la musique et se soumet au diktat de l'authenticité (souvent remarquable) dans le jeu des acteurs et le cadrage » et il se demande si « le cinéma allemand » est soucieux d'avoir « de bonnes intentions ». Enfin, le réalisateur considère que « le cinéma allemand » tente d'avoir une bonne image de Berlin. On s'aperçoit que le politiquement correct peut se centrer sur la mise en scène des acteurs et l'explication considérée comme excessive de l'intrigue dans un film afin d'éviter n'importe quelle polémique chez les spectateurs.

24 <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/petition-morale-et-diversite-le-cinema-sous-les-assauts-du-politiquement-correct/>.

25 https://www.lepoint.fr/cinema/politiquement-correct-disney-ressort-l-un-de-ses-films-en-maori-21-09-2017-2158834_35.php.

26 <https://voxeurop.eu/fr/content/article/1961621-halte-au-cinema-politiquement-correct>.

Conclusion

En guise de conclusion, après l'analyse de la « féminisation des désignations professionnelles » et de l' « écriture inclusive », on voit comment les différentes mesures proposées dans la langue française ont comme objectif de supprimer le sentiment d'inquiétude chez les femmes et la volonté d'une égalité afin de favoriser un langage policé. En outre, les deux chapitres consacrés à l'euphémisme permettent au lecteur d'appréhender comment le politiquement correct vise la valorisation des métiers dans l'actualité. En revanche, on peut constater comment certains personnalités politiques manifestent le refus d'une vision adoucie de la réalité. Enfin, on s'aperçoit de l'influence du politiquement correct dans le monde de la publicité et du cinéma, notamment dans le contrôle du contenu audiovisuel qui peut entraver la communication vers les consommateurs dans certains cas, ainsi que les actes et les pensées qui peuvent altérer la bien-pensance.

Certes, le politiquement correct a un objectif positif dans la mesure où il tend à atténuer certaines réalités, mais on peut se demander si l'évolution de ce phénomène n'encourage pas une certaine hypocrisie dans les discours médiatiques et ne limite pas en cela la liberté d'expression. On peut également se demander si l'usage abusif d'une langue politiquement correcte ne risque pas d'être contre-productif en suscitant la réaction contraire : une attitude politiquement incorrecte voire agressive.

Bibliographie

Académie française. (2019), « La féminisation des noms de métiers et de fonctions ». En ligne: <http://www.academie-francaise.fr/actualites/la-feminisation-des-noms-de-metiers-et-de-fonctions>.

Calvet. L.-J. (1994), « Quand les linguistes ont mal aux mots et quand l'État prend les citoyens pour des gamins ou on n'en finit jamais avec la langue de bois ». *Langage et société*, 69, pp. 83-91.

Cambridge Dictionary (2019). En ligne: <https://dictionary.cambridge.org/es/diccionario/ingles/political-correctness>. >

Charaudeau, P. (2018), « L'écriture inclusive au défi de la neutralisation en français », *Le Débat*, 199. En ligne : <http://www.patrick-charaudeau.com/L-ecriture-inclusive-au-defi-de-la,344.html>.

Coady, A. (2016), « La construction socio-discursive du masculin générique : discours et contre-discours » dans *Patriques et langages du genre et du sexe : déconstruire l'idéologie sexiste du binarisme*, Louvain-la-Neuve, EME Éditions, pp. 79-92.

Delporte, Ch. (2009), *Une histoire de la langue de bois. De Lénine à Sarkozy*, Paris, Flammarion.

Devriendt E, Sandré M. et Monte M. (2018), « Dire ou ne pas dire la « race » en France aujourd'hui », *Mots, Les langages du politique*, 116.

Elmiger D. (2017), « Pour ou contre l'écriture inclusive : l'injuste milieu ? », *GLAD!*, 4 (« Les genres réécrits »). En ligne: <https://www.revue-glad.org/1417>.

Fassin, E. (1994), « Political correctness en version originale et en version française. Un malentendu révélateur », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 43, pp. 30-42.

Fujimura, I. (2005), « La féminisation des noms de métiers et des titres dans la presse française (1988-2001) », *Mots. Les langages du politique*, 78.

Gardelle L. (2010), « Du sexe au genre : euphémisme et politiquement correct », dans D. Jamet et M. Jobert (éds), *Empreintes de l'euphémisme. Tours et détours*, Paris, L'Harmattan, pp. 81-92.

Gygax P. et Gesto N. (2007), « Féminisation et lourdeur de texte », *L'année psychologique*, 107, 2, pp. 239-255.

Kramar, N. (2011), « Neutralisation des titres de fonctions dans les annonces de recrutement au Québec (1960-1990) », *Journées de linguistique*, Québec, pp. 129-135. En ligne: https://www.lli.ulaval.ca/fileadmin/llt/fichiers/recherche/revue_LL/numero_special_2011/LLSP2011_129_135.pdf.

Larivière, L. (2001), Typologie des noms communs de personne et féminisation linguistique. *Revue québécoise de linguistique*, 29, pp. 15-31.

López Díaz, M. (2014), « L'euphémisme, la langue de bois et le politiquement correct : changements linguistiques et stratégies énonciatives », dans *L'Information grammaticale*, 143, pp. 47-55.

Louaret, O. (2008), « Réflexion indispensable sur le vocabulaire qui stigmatise ou rage nominaliste », *Antipodes*. En ligne : <http://www.iteco.be/revue-antipodes/presse-radio-tele-medias-et-diversite/Incorrect-le-politiquement-correct>.

Moreau, J-L., Dister, A. (2014), *Mettre au féminin. Guide de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre*. Belgique, FW-B, pp. 7-27. En ligne : http://www.languefrancaise.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=ea82df7741abc1904f37ec1fbc3e5d9d1bb3c8d4&file=fileadmin/sites/sgll/upload/lf_super_editor/publicat/collection-guide/interieur_FWB_brochure_Feminisation.pdf.

Oxford Dictionaries (2019). En ligne : https://www.lexico.com/en/definition/political_correctness.

Provost, S. (2011), « L'éthique, la politique et les médias à l'heure du « politiquement correct ». En ligne : <http://banquetonfray.over-blog.com/article-serge-provost-le-politiquement-correct-p-c-92183066.html>.

Reutner, R. et Schaefroth, E. (2012), *Political Correctness: aspectos políticos, sociales, literarios y mediáticos de la censura lingüística = aspetti politici, sociali, letterari e mediatici della censura linguistica = aspects politiques, sociaux, littéraires et médiatiques de la censure linguistique*, Frankfurt am Main ; New York, Peter Lang Edition.

Robert, P. (2005), *Le nouveau Petit Robert : dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française : texte remanié et amplifié sous la direction de Josette Rey-Debove et Alain Rey*, dans Rey-Debove, J. et Rey, A. (dirs), Paris : Dictionnaires Le Robert, D.L.

Rodríguez, N. (2016). « Les néologismes euphémiques dans les dénominations d'emploi », *La Linguistique*, 52, pp. 201-222.

Romé, B. (2015), « Les universités américaines imposent toujours le politiquement correct aux étudiants ». En ligne : <https://reinformation.tv/universites-americales-politiquement-correct-romee-42341-2/>.

Santini, A. (1996), *De tabou à boutade : le véritable dictionnaire du politiquement correct*, Paris, Édition Michel Lafon.

Santone, L. (2013), « Publicité ethnique : enjeux commerciaux et dynamiques identitaires », *Semen*, 36.

ULB. (2018), « Liste de féminisation des noms de métier en vigueur à l'ULB », Belgique. En ligne : http://www.languefrancaise.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=ea82df7741abc1904f37ec1fbc3e5d9d1bb3c8d4&file=fileadmin/sites/sgll/upload/lf_super_editor/publicat/collection-guide/interieur_FWB_brochure_Feminisation.pdf.

Volkoff, V. (2001), *Manuel du politiquement correct*, Monaco, Éditions du Rocher.